



Mamoudzou le 15 juin 2024

La FSU Mayotte alerte depuis des années sur l'interminable dégradation que connaissent les services publics dans le 101<sup>ème</sup> département. Sous l'ère Macron, l'insécurité s'est aggravée, l'éducation nationale est incapable de faire face au défi démographique que nous connaissons, le désert médical s'étend de jour en jour, le chômage frappe durement l'île ... Malgré toutes ces difficultés qui devraient porter à écouter les représentants des personnels, le dialogue social est à l'état larvaire !

En ce début de juin 2024, après avoir subi une défaite historique aux européennes, le Président de la République a pris la lourde responsabilité de dissoudre l'Assemblée Nationale dans un contexte politique incertain, obligeant toutes les organisations syndicales notamment la nôtre et tous les partis politiques devant leur responsabilité face au peuple.

La FSU Mayotte dénonce depuis des années la déscolarisation de plusieurs milliers d'élèves tout comme l'insuffisance dramatique et parfois mortelle de l'offre médicale à Mayotte ainsi que les déficiences de la justice.

La FSU Mayotte revendique l'amélioration de l'attractivité et de l'efficacité des services publics à Mayotte par la hausse de l'indexation d'au moins 20 points afin de pourvoir les postes et d'améliorer la qualité des services publics ... Depuis 2016, nous attendons aussi l'application de la clause de revoyure sur le taux de majoration de 1,40.

La FSU Mayotte lutte depuis de longues années pour un redressement des services publics d'éducation et de santé en déshérence à Mayotte et notamment des constructions scolaires pour faire face aux sureffectifs.

Le nouveau front populaire propose d'augmenter de 10 % le point d'indice des fonctionnaires, soit une hausse mécanique du montant de l'indexation de 150 à 200 € et indique que dans les 100 premiers jours de gouvernement il présentera :

- Départ à la retraite à 62 ans ;
- Le renforcement des effectifs et la revalorisation des grilles de salaires pour la médecine scolaire et les accompagnants d'élèves en situation de handicap ;
- Un plan pluriannuel de recrutement et la revalorisation des métiers et salaires dans le secteur de la santé ;
- Un rattrapage des postes manquants de fonctionnaires ;
- Un programme législatif ambitieux pour la transformation des services publics ;
- Un plan d'investissement pour garantir l'accès aux services publics sur tout le territoire ;
- Dans l'éducation **une réduction des effectifs par classe à 19** et des investissements dans les locaux scolaires ;
- ...

Une occasion historique s'offre à vous de faire aboutir nos mandats. En tout état de cause, il est hors de question de faire accéder le RN au pouvoir.